

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX


**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 28 juin 2018**

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>45</b>	<b>30</b>

N° de la séance : 01

Objet de la délibération: Service des  
Assemblées - Pôle métropolitain -  
Dénomination et approbation définitive  
des statuts

 Original  
▪ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2018.128

Date de la convocation :  
**Le 22/06/2018**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **29 JUIN 2018**

de la réception s/Préfecture  
en date du **29 JUIN 2018**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

**Laurence MALHERBE**  
Directrice des Affaires Générales,  
du Juridique et du Contentieux



L'an deux mil dix-huit et le 28 juin à 16h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de juin, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Damien BAGARIA, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Serge MAUREL, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Marie-Claude MOITRY, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Cléa PUGNAIRE, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Patrick CHAGNEAU, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Marc DAUNIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Martine SAVALLI, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Khéra BADAOU

**PROCURATIONS :**

Lionnel LUCA à Thérèse DARTOIS, Gérald LOMBARDO à Joseph LE CHAPELAIN, Gilbert TAULANE à Gilbert HUGUES, Richard THIERY à Jean LEONETTI, Claude BERENGER à Jean-Pierre MASCARELLI, René TRASTOUR à Jean-Paul ARNAUD, Henri GANNARD à Michelle SALUCKI, Michèle MURATORE à Martine BONNEAU, Guy GIRAUD à Audouin RAMBAUD, Marie BENASSAYAG à Yves DAHAN, Albert CALAMUSO à Laurent COLLIN, Anne-Marie DUMONT à Thierry OCCELLI, Michel VIANO à Michel BERTRAND, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Béatrice VIGNOLO à Christophe ETORE, Françoise THOMEL à Jacques GENTE, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

**ABSENTS :**

Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Roger CRESP, Joseph VALETTE, Christine SYLVESTRE, André-Luc SEITHER, Patrick DULBECCO, Abderrazak SALOUH, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Khéra BADAOU**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur LEONETTI,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), notamment les articles L.5731-1 et suivants ;

VU la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

VU la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite Loi « MAPTAM ») ;

VU la délibération du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Alpes d'Azur n°D2018/010 du 16 février 2018 portant création du Pôle métropolitain entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A.), la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.), la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (C.A.P.G.) et la Communauté de Communes Alpes d'Azur et approbation de ses statuts ;

VU la délibération du Conseil Communautaire de la C.A.S.A. n°CC.2018.003 du 19 février 2018 portant création du Pôle métropolitain entre la C.A.S.A., la C.A.C.P.L., la C.A.P.G. et la Communauté de Communes Alpes d'Azur et approbation de ses statuts ;

VU la délibération du Conseil Communautaire de la C.A.C.P.L. n°1 du 23 mars 2018 portant création du Pôle métropolitain entre la C.A.S.A., la C.A.C.P.L., la C.A.P.G. et la Communauté de Communes Alpes d'Azur et approbation de ses statuts ;

VU la délibération du Conseil Communautaire de la C.A.P.G. n°DL2018\_026 du 30 mars 2018 portant création du Pôle métropolitain entre la C.A.S.A., la C.A.C.P.L., la C.A.P.G. et la Communauté de Communes Alpes d'Azur et approbation de ses statuts ;

VU les avis favorables, émis par délibérations, des Communes d'Entraunes, de Sauze, de Sigale, de Touët-sur-Var, de Pierlas, de Châteauneuf-d'Entraunes, de Lieuche, d'Aiglun, de Toudon, de Revest-les-Roches, de Sallagriffon, de Massoins, de la Croix sur Roudoule, de Roquesteron, de Thiéry, de Villeneuve-d'Entraunes, de Saint-Léger, d'Auvare, de Péone, de Puget-Rostang, de Villars-sur-Var, d'Ascros, de Cuébris, de Saint-Antonin, de Beuil, de Malaussène, de Pierrefeu, de Saint Martin d'Entraunes, de Guillaumes et de Rigaud, membres de la Communauté de Communes Alpes d'Azur ;

VU le courrier de notification de l'ensemble des délibérations susvisées à M. le Préfet des Alpes-Maritimes en date du 14 mai 2018 ;

VU l'avis favorable émis le 15 juin 2018 par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur sur la création du Pôle métropolitain ;

VU l'avis favorable émis le 18 mai 2018 par le Département des Alpes-Maritimes sur la création du Pôle métropolitain ;

VU l'avis favorable émis par la Commission Départementale de Coopération Intercommunale (C.D.C.I.), lors de sa séance du 21 juin 2018, sur la création du Pôle métropolitain ;

VU le projet de statuts du Pôle métropolitain ;



CONSIDERANT que les Communautés d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A.), Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.), Pays de Grasse (C.A.P.G.) et la Communauté de Communes Alpes d'Azur ont souhaité travailler ensemble afin de dynamiser l'Ouest des Alpes-Maritimes, de renforcer la qualité des services publics et de rationaliser les moyens, en vue de réaliser des économies d'échelle pour une meilleure performance publique ;

CONSIDERANT que ces quatre Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (E.P.C.I.) ont alors décidé de créer un Pôle métropolitain chargé de la mise en place de stratégies communes, de mener des actions pertinentes et cohérentes autour d'actions déléguées définies d'intérêt métropolitain, tout en conservant les identités et la souveraineté de chacun des territoires qui le compose ;

CONSIDERANT qu'étant un syndicat mixte fermé doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, les organes délibérants des quatre EPCI susvisés ont approuvé, par délibérations des 16 et 19 février, 23 et 30 mars dernier, la création de ce Pôle métropolitain visant à promouvoir un modèle d'aménagement, de développement durable et de solidarité territoriale ;

CONSIDERANT qu'en sus desdites délibérations, les Communes membres de la Communauté de Communes Alpes d'Azur, représentant la majorité qualifiée requise, ont délibéré favorablement sur la création du Pôle métropolitain et l'approbation de ses statuts ;

CONSIDERANT que l'ensemble des délibérations susvisées a été notifié à M. le Préfet des Alpes-Maritimes, par courrier du 14 mai 2018 ;

CONSIDERANT que le représentant de l'Etat dans le département siège du Pôle métropolitain a notifié, pour avis, le projet de création à l'assemblée délibérante de chaque région et de chaque département dont font partie les communes intéressées, soit la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le Département des Alpes-Maritimes qui ont émis, tous deux, un avis favorable ;

CONSIDERANT que M. le Préfet des Alpes-Maritimes a saisi la Commission Départementale de Coopération Intercommunale (C.D.C.I.) qui, lors de sa séance du 21 juin 2018, a émis un avis favorable ;

CONSIDERANT qu'ayant reçu l'ensemble des avis nécessaires à la création du Pôle métropolitain, il appartient désormais aux quatre EPCI de se prononcer, de manière unanime et par délibérations concordantes, sur la création de ce Pôle métropolitain, l'approbation de ses statuts modifiés, tels que joints en annexe, et sa dénomination ;

Il est donc proposé au Conseil Communautaire :

- d'émettre un avis favorable sur la création du Pôle métropolitain constitué entre les Communautés d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A.), Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.), Pays de Grasse (C.A.P.G.), et la Communauté de Communes Alpes d'Azur ;
- d'approuver la dénomination du Pôle métropolitain qui se nommera « POLE METROPOLITAIN CAP AZUR (COTE – ALPES PROVENCE) » ;
- d'approuver le nombre de sièges de délégués au Conseil métropolitain (Comité syndical) du Pôle Métropolitain et leur répartition par EPCI membre, à savoir 20 sièges répartis comme suit : C.A.S.A : 7 sièges, C.A.C.P.L : 7 sièges, C.A.P.G : 4 sièges et Communauté de Communes Alpes d'Azur : 2 sièges ;


- d'approuver le projet de statuts modifiés, tels que joints en annexe, du Pôle métropolitain dont la création est issue de la volonté des quatre EPCI susvisés ;
- de solliciter Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes pour que l'arrêté de création du Pôle métropolitain prenne effet au 1<sup>er</sup> juillet 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Président à mettre en œuvre la procédure nécessaire à la création du présent pôle, notamment à effectuer toutes les démarches et à signer tous actes et documents afférents.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'émettre un avis favorable sur la création du Pôle métropolitain constitué entre les Communautés d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A.), Cannes Pays de Lérins (C.A.C.P.L.), Pays de Grasse (C.A.P.G.), et la Communauté de Communes Alpes d'Azur ;
- d'approuver la dénomination du Pôle métropolitain qui se nommera « POLE METROPOLITAIN CAP AZUR (COTE – ALPES PROVENCE) » ;
- d'approuver le nombre de sièges de délégués au Conseil métropolitain (Comité syndical) du Pôle Métropolitain et leur répartition par EPCI membre, à savoir 20 sièges répartis comme suit : C.A.S.A : 7 sièges, C.A.C.P.L : 7 sièges, C.A.P.G : 4 sièges et Communauté de Communes Alpes d'Azur : 2 sièges ;
- d'approuver le projet de statuts modifiés, tels que joints en annexe, du Pôle métropolitain dont la création est issue de la volonté des quatre EPCI susvisés ;
- de solliciter Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes pour que l'arrêté de création du Pôle métropolitain prenne effet au 1<sup>er</sup> juillet 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Président à mettre en œuvre la procédure nécessaire à la création du présent pôle, notamment à effectuer toutes les démarches et à signer tous actes et documents afférents.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 28 juin 2018  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



## **STATUTS**

### **POLE METROPOLITAIN**

### **CAP AZUR**



Entre les Communautés d'agglomération Sophia Antipolis, Cannes Pays de Lérins, Pays de Grasse et la Communauté de Communes Alpes d'Azur

## PREAMBULE

---

Les Communautés d'agglomération de Sophia Antipolis, de Cannes Lérins, du Pays de Grasse et la Communauté de Communes Alpes d'Azur ont souhaité travailler ensemble afin de dynamiser l'Ouest des Alpes-Maritimes, de renforcer la qualité des services publics et de rationaliser les moyens, pour réaliser des économies d'échelle pour une meilleure performance publique.

Fortes d'un bassin de vie de plus de 400 000 habitants, accueillant plusieurs millions de touristes et les plus grands décideurs du monde entier lors de grands événements internationaux, d'un tissu entrepreneurial innovant et performant, d'un vécu commun à l'Ouest des Alpes-Maritimes notamment en termes d'emplois, de développement économique, de déplacements, de gestion des déchets et de l'eau, déjà partagés dans le cadre de coopérations intercommunales, les agglomérations ont décidé d'engager une coopération renforcée et un partenariat à grande dimension.

A cet effet, il est décidé de créer un **Pôle métropolitain**.

Ledit pôle se concrétise par la mise en place de **stratégies communes** entre les quatre établissements publics susvisés, pour mener des actions pertinentes et cohérentes autour d'actions déléguées et définies d'intérêt métropolitain, tout en conservant les identités de chaque territoire et leur liberté d'appréciation dans la mise en œuvre de chaque action.

Les décisions et actions du Pôle métropolitain s'inscrivent **dans une démarche permanente de consensus et d'équilibre entre ses membres**.

### **SOCLE FONDATEUR AUTOUR DE VALEURS COMMUNES POUR DES ACTIONS METROPOLITAINES PERFORMANTES ET EFFICIENTES**

Le Pôle métropolitain est constitué sur le fondement de trois piliers regroupant des valeurs communes.

Il s'agit des piliers suivants :

- **Efficacité** : cette coopération doit être un outil de performance publique, une instance de prospective au service des quatre établissements pour un meilleur service public au meilleur coût, avec les moyens existants ;
- **Sobriété** : une instance à coût zéro pour les agglomérations membres. Au contraire, elle permettra de réaliser des économies d'échelles significatives et de défendre les contribuables. Aucune fiscalité nouvelle ne sera créée ;
- **Equité** : une instance qui respecte l'identité, la libre appréciation et valorise les atouts de chacun des quatre établissements.

## **UN DEFI METROPOLITAIN AUTOUR D'UN PARTENARIAT D'ACTIONS ET DE PROJETS AMBITIEUX ET INNOVANTS**

Cette coopération s'exerce sur des **actions concrètes**, en respectant l'intérêt et l'**identité de chacun des quatre établissements publics et de leurs communes membres** ainsi que leur projet de territoire.

Soucieux de contribuer à un développement harmonieux et complémentaire des territoires qui le composent, le Pôle métropolitain inscrit son action dans **une démarche de concertation permanente**.

Celui-ci aura pour objectif de mettre en place des actions communes, de **renforcer le dialogue entre les partenaires et des échanges d'expériences et de bonnes pratiques**, notamment dans les domaines de l'environnement, du développement économique, des transports au bénéfice de l'intérêt général et des habitants du territoire.

Les présents statuts permettent de contractualiser les relations à venir entre **les quatre établissements publics qui en acceptent les principes fondateurs et s'engagent à les mettre en œuvre dans le respect des valeurs sus énoncées**.

## **TITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES**

---

### **Article 1 – Dénomination et Composition**

Le Pôle métropolitain prend le nom de :

**« POLE METROPOLITAIN CAP AZUR (COTE - ALPES PROVENCE) »**

En application des dispositions de l'article L. 5731-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), le Pôle métropolitain est composé des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) désignés ci-après :

- La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis ;
- La Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins ;
- La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ;
- La Communauté de Communes Alpes d'Azur.

### **Article 2 – Nature juridique**

Le Pôle métropolitain est un syndicat mixte fermé.

Il est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il a donc ses propres moyens d'action.

### **Article 3 – Objet**

Conformément aux dispositions de l'article L. 5731-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), le Pôle métropolitain est un établissement public ayant pour objet d'associer les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre (EPCI FP) cités à l'article 1 des présents statuts.

Pour améliorer la compétitivité et l'attractivité de son territoire, ce pôle est institué autour d'actions déléguées d'intérêt métropolitain afin de promouvoir un modèle d'aménagement, de développement durable et de solidarité territoriale tout en prenant en compte les enjeux économiques et les spécificités des intercommunalités qui le composent, sans préjudice de leurs compétences ainsi que de celles de leurs communes membres.

### **Article 4 – Durée**

Le Pôle métropolitain est institué pour une durée illimitée.

### **Article 5 – Siège**

Le siège social du Pôle métropolitain est fixé 57 avenue Pierre SEMARD - 06130 GRASSE.

Le siège administratif est fixé à l'adresse de la Présidence.



## **Article 6 – Règlement intérieur**

Les règles d'organisation et de fonctionnement interne du Conseil métropolitain (Comité syndical) et du bureau sont fixées dans le règlement intérieur du Pôle métropolitain, adopté par le présent Conseil dans les six mois qui suivent son installation.

## **TITRE 2 – COMPETENCES**

---

### **Article 7 – Intérêt métropolitain**

En application de l'article L. 5731-1 du C.G.C.T., l'intérêt métropolitain des actions déléguées au Pôle métropolitain est défini par délibérations concordantes des organes délibérants des EPCI membres, qui devront se prononcer dans un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération du Conseil métropolitain (Comité syndical).

### **Article 8 – Domaines d'actions**

Les actions du Pôle métropolitain pourront s'inscrire dans le cadre des compétences statutaires des EPCI qui composent le Pôle, notamment en matière de développement économique, d'attractivité, de mobilité, de protection et de sensibilisation environnementale, de valorisation des déchets, ou tout autre sujet qui pourrait être défini d'intérêt commun.

Un plan d'actions sera déterminé par le Conseil métropolitain (Comité syndical) puis proposé aux instances délibérantes de chaque EPCI membre du Pôle métropolitain. De même, aucune action métropolitaine ne pourra être menée sur le territoire d'un des EPCI membres du Pôle sans son accord express.

Les actions définies d'intérêt métropolitain pourront être menées sur tout ou partie du territoire du Pôle en fonction de la volonté des EPCI membres.

Le Pôle métropolitain a également pour mission de mener des réflexions communes autour d'actions et manifestations définies d'intérêt métropolitain, de favoriser la coordination, l'accompagnement et la promotion des actions mises en œuvre par ses membres dans les domaines précités.

### **Article 9 – Prestations de services**

Conformément aux dispositions des articles L. 5731-3, L. 5711-1 et L. 5211-56 du C.G.C.T., le Pôle métropolitain pourra, de manière ponctuelle, dans le cadre d'une convention et dans le respect des règles de la concurrence et de la commande publique, réaliser des prestations de services, dans les conditions prévues par l'article L. 5211-56 du C.G.C.T., et le cas échéant, des dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985.

Ces prestations de services pourront être réalisées pour le compte de l'un des membres du Pôle métropolitain ou pour le compte d'une collectivité non adhérente du Pôle métropolitain (collectivité territoriale, EPCI, Syndicat mixte, autre Pôle métropolitain, etc...).

## **Article 10 – Groupements de commandes**

Des groupements de commandes pourront être constitués entre le Pôle métropolitain, ses membres ou entre ces derniers et d'autres personnes morales.

Ces groupements de commandes pourront être créés au-delà des domaines d'actions du Pôle métropolitain, dans toutes matières jugées pertinentes par les membres du Pôle métropolitain.

Ces groupements de commandes permettront de réaliser des économies d'échelle et d'améliorer la passation des procédures de marchés publics.

Ils se formaliseront par la signature d'une convention constitutive qui déterminera leurs modalités de fonctionnement avec notamment la désignation d'un coordonnateur.

## **TITRE 3 – ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT**

---

### **Article 11 – Composition du Conseil métropolitain (Comité syndical)**

Le Pôle métropolitain est administré par un Conseil métropolitain (Comité syndical) institué dans les conditions prévues aux articles L. 5731-3 et L. 5711-1 du C.G.C.T., composé de délégués titulaires élus par les EPCI membres en leur sein pour la durée du mandat.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5731-3 du C.G.C.T., les modalités de répartition des sièges au sein du Conseil métropolitain (Comité syndical) tiennent compte du poids démographique de chacun des EPCI.

La répartition des sièges s'établit comme suit :

Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis	7 sièges
Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins	7 sièges
Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse	4 sièges
Communauté de Communes Alpes d'Azur	2 sièges

Les délégués sont élus dans les conditions fixées au C.G.C.T., notamment les articles L. 5211-7, L. 5211-8, L. 5212-6 et suivants, et L. 5711-1.

Sont désignés, en nombre égal de titulaires, des délégués suppléants.

En l'absence d'un délégué titulaire, le délégué suppléant, dûment convoqué dans les formes et dans les délais prévus par la loi, a voix délibérative. Il pourra également accompagner, sans voix délibérative, le délégué titulaire, lorsque celui-ci est présent.

Chaque EPCI décidera si le délégué suppléant est rattaché nominativement à un délégué titulaire ou pas.

## **Article 12 – Présidence**

Le Président est l'organe exécutif du Pôle métropolitain. Sa voix est prépondérante, en cas d'égalité de vote.

Il fixe l'ordre du jour, dirige les débats, prépare et exécute les délibérations du Conseil métropolitain (Comité syndical).

Il est ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes du Pôle métropolitain.

Il est le seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux Vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du bureau.

Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature en application des dispositions de l'article L. 5211-10. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Il est le chef des agents des EPCI amenés à travailler pour le Pôle métropolitain dans le cadre des actions dudit pôle.

Il est le représentant en justice du Pôle métropolitain.

Le Président est élu pour un an et ne peut exercer deux mandats consécutifs.

## **Article 13 – Bureau métropolitain**

Le Bureau du Pôle métropolitain est composé du Président, d'un ou plusieurs Vice-présidents et éventuellement, d'un ou plusieurs autres membres dont le nombre sera fixé par le Conseil métropolitain (Comité syndical) conformément aux articles L. 5731-3, L. 5711-1 et L. 5211-10 du C.G.C.T..

Chaque EPCI est représenté au sein du bureau métropolitain.

Le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du Conseil métropolitain (Comité syndical), dans les conditions fixées à l'article L. 5211-10 du C.G.C.T..

Le bureau se réunit sur convocation du Président. Les règles de fonctionnement du bureau sont déterminées par le règlement intérieur du Pôle métropolitain.

## **Article 14 – Fonctionnement du Conseil métropolitain (Comité syndical)**

Le Conseil métropolitain (Comité syndical) règle par ses délibérations les questions relevant des actions déléguées et du fonctionnement du Pôle métropolitain. Il se réunit au moins une fois par trimestre, dans les conditions prévues à l'article L. 5211-11 du C.G.C.T..

Le Président convoque les membres de l'organe délibérant dans les conditions de fond et de forme prévues notamment par les articles L. 5211-10 et L. 5211-12 du C.G.C.T..

### **Article 15 – Administration du Pôle métropolitain**

L'administration du Pôle métropolitain est assurée dans le cadre d'une mutualisation gratuite de fonctionnaires territoriaux non détachés issus des EPCI.

---

## **TITRE 4 – MODIFICATIONS STATUTAIRES**

---

### **Article 16 – Modifications statutaires**

L'admission de nouveaux membres, l'extension, la modification d'actions déléguées, ou toute autre modification aux présents statuts, sont décidées à l'unanimité des membres qui composent le Conseil métropolitain (Comité syndical) et par délibérations concordantes des organes délibérants des EPCI membres, adoptées à la majorité des deux tiers.

### **Article 17 – Retrait**

Le retrait d'un membre est régi selon les dispositions des articles L. 5211-19 et L. 5211-25-1 du C.G.C.T..

Lorsque les biens meubles et immeubles ont été acquis ou réalisés ou lorsque la dette a été contractée postérieurement à la délégation des actions définies d'intérêt métropolitain, la répartition de ces biens ou du produit de leur réalisation ainsi que celle du solde de l'encours de la dette est fixée conformément aux dispositions de l'article L. 5211-25-1 du C.G.C.T..

### **Article 18 – Dissolution**

En application des articles L. 5731-1 et L. 5711-1 du C.G.C.T., la dissolution du Pôle est opérée dans les conditions fixées par les articles L. 5212-33, L. 5212-34, L. 5211-25-1 et L. 5211-26 du C.G.C.T..

---

## **TITRE 5 – LES DISPOSITIONS FINANCIERES**

---

### **Article 19 – Règles budgétaires et comptables**

Le Pôle métropolitain pourvoit aux dépenses d'investissement et de fonctionnement nécessaires à la réalisation des missions et actions déléguées pour lesquelles il est institué.

Les règles budgétaires et comptables applicables au Pôle métropolitain sont celles des syndicats mixtes. Conformément aux articles L. 5731-3, L. 5711-1 et L. 5212-22 du C.G.C.T., copie du budget et des comptes du Pôle est adressée chaque année aux organes délibérants de ses membres.

### **Article 20 – Ressources du Pôle métropolitain**

Les recettes du budget du Pôle métropolitain comprennent :



- les contributions annuelles des membres du Pôle avec une clé de répartition calculée au prorata de la population DGF. Elles sont fixées chaque année par le Conseil métropolitain (Comité syndical) lors de l'établissement et du vote du budget (dernier chiffre connu de la population DGF au moment du vote du budget) ;
- le financement des actions métropolitaines sera assuré par chaque EPCI, conformément à une clé de répartition définie lors de la délégation de l'action ;
- ainsi que celles prévues à l'article L. 5212-19 du C.G.C.T..

L'endettement est décidé par le Pôle métropolitain en fonction du besoin d'équilibre général du budget.

Les élus siégeant au conseil du Pôle métropolitain (comité syndical) ne percevront pas d'indemnités de fonction.

### **Article 21 – Autres dispositions**

Pour toutes les autres modalités d'organisation et de fonctionnement qui ne seraient pas prévues dans les présents statuts, le Pôle métropolitain est régi par les dispositions applicables aux Pôles métropolitains (articles L. 5731-1 et suivants du C.G.C.T.) et aux syndicats mixtes fermés (articles L. 5711-1 et suivants du C.G.C.T.).

Fait à ....., le

En quatre exemplaires originaux

**Pour la Communauté d'Agglomération  
Cannes Pays de Lérins,  
Le Président**

**Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Le Président**

**David LISNARD**

**Jean LEONETTI**

**Pour la Communauté d'Agglomération  
du Pays de Grasse,  
Le Président**

**Pour la Communauté de Communes  
Alpes d'Azur,  
Le Président**

**Jérôme VIAUD**

**Charles Ange GINESY**

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 28/06/2018  
Numéro : CC\_2018\_128\_1\_1  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Pole métropolitain - Dénomination et approbation définitive des statuts  
Matière : 5.2 - Fonctionnement des assemblées

**Interlocuteur**  
Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : 9ybfdaF

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 29/06/2018  
Identifiant : 006-240600585-20180628-CC\_2018\_128\_1\_1-DE

**Acte reçu**

Date : 28/06/2018  
Numéro interne : CC\_2018\_128\_1\_1  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 5  
Code matière 2 : 2  
Objet : Pole mÃ©tropolitain - DÃ©nomination et approbation dÃ©finitive des statuts  
Classification utilisée : 19/04/2017  
Document : 99\_DE-006-240600585-20180628-CC\_2018\_128\_1\_1-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_DE-006-240600585-20180628-CC\_2018\_128\_1\_1-DE-1-1\_2.PDF

N